NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GENERALE

~~A/33/131~~
S/12732
9 juin 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-troisième session
Point 50 de la liste préliminaire*
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-troisième année

Lettre datée du 8 juin 1978, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint un message spécial concernant les événements récents survenus en Afrique que le Président de la République-Unie de Tanzanie, S. Exc. Mwalimu Julius K. Nyerere, a adressé aux membres du corps diplomatique accrédités auprès de la Tanzanie, à State House, Dar es-Salam, le 8 juin 1978.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce message spécial comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 50 de la liste préliminaire, et comme document du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent,

(Signé) Salim Ahmed SALIM

---

* A/33/50/Rev.1.

ANNEXE

Message spécial du Président de la République-Unie de Tanzanie, S. Exc. Mwalimu Julius K. Nyerere, adressé aux membres du Corps diplomatique accrédités auprès de la Tanzanie, à State House, Dar Es-Salam, le 8 juin 1978

Les réactions de l'opinion mondiale devant les événements récents survenus en Afrique m'ont profondément préoccupé et il me semble nécessaire d'exposer clairement la position de la Tanzanie car les événements de ces dernières semaines ont démontré à nouveau que si notre indépendance juridique est officiellement reconnue, le besoin et le droit que nous avons de développer nos pays et notre continent dans notre propre intérêt n'ont toujours pas été admis dans la pratique. L'habitude de considérer l'Afrique comme un appendice de l'Europe occidentale n'a pas encore été perdue.

Forces soviétiques en Afrique

En Angola, le MPLA a livré presque tous les combats engagés contre les colonialistes portugais; alors que l'indépendance approchait, après la révolution au Portugal, divers pays occidentaux - menés par les Etats-Unis d'Amérique - ont décidé d'essayer d'empêcher l'instauration en Angola d'un gouvernement du MPLA. Ils ont conspiré avec l'Afrique du Sud, et secrètement financé et armé des mouvements nationalistes rivaux qui avaient auparavant été pratiquement inactifs. Face à cette conspiration et aux attaques menées contre l'Angola à partir de l'Afrique du Sud et du Zaïre qui en ont découlé, le Gouvernement du MPLA s'est efforcé d'obtenir l'assistance de ceux qui avaient appuyé le mouvement au cours de la lutte pour l'indépendance. Cuba et l'Union soviétique ont accédé à ces demandes. Avec leur aide, le Gouvernement angolais a détourné la menace militaire immédiate qui pesait sur son existence, repoussé les troupes sud-africaines en Namibie et refoulé les troupes du FNLA qui ont regagné le Zaïre d'où elles étaient venues.

Des troupes cubaines demeurent en Angola et l'Union soviétique continue d'apporter une assistance militaire à ce pays. Le Gouvernement angolais est contraint de demander que cette assistance se poursuive en raison de la menace qui continue de peser sur l'intégrité de l'Angola. Le mois dernier encore, des troupes sud-africaines ont à nouveau pénétré dans le sud de l'Angola et infligé de lourdes pertes aux réfugiés namibiens. L'UNITA continue de recevoir un appui extérieur. Les troupes du FNLA qui sont financées et armées par des forces extérieures et qui opèrent avec l'appui actif ou tacite du Gouvernement zaïrois se sont livrées à des attaques répétées contre l'Angola à partir de la frontière du Zaïre. Les services secrets de l'Afrique du Sud et ceux des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de certains autres pays occidentaux n'ignorent rien de ces événements qui n'auraient pu survenir sans leur connivence et leur appui. Il serait invraisemblable que les gouvernements de ces pays ne sachent pas ce que font leurs agents.

L'histoire des anciens "gendarmes katangais" a commencé avant l'indépendance de l'Angola. Ce ne sont pas les actions du MPLA qui les ont amenés en Angola et ce n'est pas le MPLA qui les a entraînés. Ils sont un rappel vivant pour l'Afrique de la tentative visant à démembrer l'ancien Congo (Léopoldville), à laquelle l'Occident s'est livré de façon implacable et cynique pour servir ses propres intérêts économiques. Lorsque cette tentative a échoué, certains desdits gendarmes sont passés en Angola et y sont demeurés comme réfugiés. La situation a évolué depuis lors, l'Occident considère maintenant le Zaïre sous un angle différent et l'utilise pour "déstabiliser" l'Angola. Il ne serait donc pas surprenant que l'Angola s'estime contraint, pour sa part, de cesser de contenir ces réfugiés zaïrois se trouvant dans le nord de l'Angola, comme il le faisait jusqu'à présent.

Qu'une telle politique de représailles soit opportune ou avisée reste à déterminer; elle est néanmoins compréhensible. Mais une chose est certaine, savoir que rien ne prouve que ces représailles aient été exercées avec le concours des Cubains ou des Soviétiques. Le Département d'Etat des Etats-Unis aurait du reste précédemment été de cet avis, et les Cubains ont constamment démenti ces allégations de la façon la plus convaincante.

Cuba et l'Union soviétique sont donc intervenus en Angola et ils y sont demeurés pour des raisons compréhensibles, sur la demande du Gouvernement angolais. Il n'y a aucune preuve indiquant qu'ils ont participé, directement ou indirectement, aux combats du Zaïre.

Des forces cubaines et soviétiques se trouvent également en Ethiopie, conformément aux souhaits du Gouvernement éthiopien. Les raisons de leur présence sont bien connues. Ces forces ont aidé les Ethiopiens à défendre leur pays contre l'agression extérieure. Pas plus que le Gouvernement éthiopien, elles n'ont livré de combats en dehors des frontières de l'Ethiopie. Et il paraît clair que le Gouvernement cubain, à tout le moins, fait une distinction entre les combats de l'Ogaden et ceux de l'Erythrée.

Mis à part ces deux pays, où des forces soviétiques ou cubaines se trouvent-elles stationnées en Afrique? Quelques ressortissants cubains et soviétiques et quelques ressortissants chinois aident à former les combattants de la liberté d'Afrique australe à l'emploi des armes que les pays communistes fournissent à l'Afrique dans le cadre de la lutte de libération en Rhodésie et en Namibie. A part de vagues généralités et des rumeurs fondées sur les blousons que portent les combattants, rien ne permet de penser sérieusement que ces forces opèrent ou sont stationnées ailleurs en Afrique.

C'est donc de la présence des forces soviétiques et cubaines dans deux pays africains que découle l'effervescence dont l'Occident est saisi du fait d'une prétendue pénétration soviétique en Afrique. Et ces forces se trouvent dans ces deux pays à la demande de leurs gouvernements légitimes et reconnus, pour des

/...

raisons bien connues que tout homme raisonnable est parfaitement en mesure de comprendre. Les pays occidentaux s'opposent cependant à cet état de choses et tiennent ostensiblement des réunions concernant la manière de défendre la liberté de l'Afrique contre ce qu'ils appellent la pénétration soviétique.

Je tiens à être très clair. La Tanzanie ne veut pas que quiconque gouverne l'Afrique de l'extérieur. Nous regrettons, tout en en reconnaissant la nécessité, qu'un gouvernement africain se trouve parfois dans l'obligation de demander une assistance militaire à un pays non africain quand son intégrité nationale est menacée de l'extérieur. Nous savons que la réponse que l'une ou l'autre des grandes puissances peut apporter à une demande de cet ordre est déterminée par ce qu'elle considère comme ses intérêts propres. Nous avons dû reconnaître que la plupart des pays considérés comme des puissances mondiales ne jugent pas indigne d'eux d'exacerber les problèmes réels et les conflits des pays africains lorsqu'ils pensent pouvoir en bénéficier. Nous estimons pour notre part, en Tanzanie, que les pays africains séparément et regroupés au sein de l'Organisation de l'unité africaine, doivent se prémunir contre de tels agissements. Mais nous devons veiller à ce que l'Afrique ne soit exploitée par aucune autre nation ou groupe de nations. Le danger auquel l'Afrique doit faire face ne vient pas seulement des nations du bloc oriental. L'Occident continue de considérer que sa sphère d'influence s'étend sur l'Afrique, et agit en conséquence. L'évolution récente de la situation démontre que le plus grand danger pesant dans l'immédiat sur la liberté de l'Afrique provient des nations du bloc occidental.

Une force de sécurité panafricaine

Sans doute serait-il bon que l'Organisation de l'unité africaine se montre suffisamment unie pour mettre en place un haut commandement africain et une force de sécurité panafricaine. Si l'ayant fait, l'Organisation de l'unité africaine décidait de demander qu'un appui extérieur soit apporté à cette force, personne ne pourrait légitimement s'y opposer. Toutefois, l'Organisation de l'unité africaine n'a pris aucune décision de cet ordre. Il est hautement improbable que les participants à la réunion de l'Organisation de l'unité africaine qui doit se tenir à Khartoum puissent parvenir à un accord unanime sur la création d'une telle force militaire ou, à supposer qu'ils y parviennent, à décider à l'unanimité des pays auxquels un appui devrait être demandé en cas de nécessité.

Il convient cependant de noter qu'une force de sécurité panafricaine chargée de préserver la liberté de l'Afrique ne peut être créée tant que l'Afrique n'aura pas pris une telle décision au sein de l'Organisation de l'unité africaine. Quiconque envisage à sa place de créer une force panafricaine pour défendre l'Afrique fait preuve de la plus grande arrogance. Il est en outre tout à fait évident que ce n'est pas à la liberté de l'Afrique, mais à la domination sur l'Afrique, que s'intéressent ceux qui ont formulé cette idée ainsi que ceux qui cherchent à assurer la mise en place d'une telle force.

/...

C'est de Paris qu'est partie l'idée de créer une force de sécurité panafricaine. Et c'est à Paris, puis à Bruxelles, que doit se tenir une réunion portant sur cette question et sur des questions connexes relatives à la "liberté" de l'Afrique. L'Organisation de l'unité africaine doit se réunir à Khartoum en juillet, mais l'on nous informe que la liberté de l'Afrique et sa défense auront été examinées à Paris et à Bruxelles en juin.

Une seule raison explique que l'idée selon laquelle l'Europe pourrait assurer la mise en place d'une force de sécurité panafricaine ou une force de paix africaine ou en prendre l'initiative n'ait pas immédiatement suscité la stupéfaction et la consternation du monde entier, savoir que l'on continue de se fonder sur l'hypothèse que la "sphère d'influence" de l'Europe occidentale englobe et doit toujours continuer à englober l'Afrique. Rares sont encore ceux qui mettent cette hypothèse en question. Elle paraît même normale à certains Etats africains.

Nous sommes tous conscients des rapports de force dans le monde. On ne peut cependant s'attendre à ce que nous acceptions tous sans réagir cette nouvelle insulte à l'Afrique et aux Africains. Peut-être sommes-nous faibles, mais nous sommes humains et capables de reconnaître une insulte ou une provocation délibérées.

Les Français ont des troupes dans de nombreux pays d'Afrique. Au Tchad, au Sahara occidental, en Mauritanie, et, depuis peu, au Zaïre, les forces françaises participent à des combats contre les Africains. La France continue d'occuper Mayotte. Se réunit-on pour autant à Washington, ou même à Moscou afin d'examiner la menace que la pénétration française en Afrique fait peser sur la liberté de l'Afrique? Non, et cela à juste titre. Mais la question n'est même pas examinée par l'Afrique, en Afrique. La raison en est très simple. C'est parce que l'on continue de trouver naturelle la présence en Afrique de troupes françaises, ou belges, ou britanniques mais que la présence en Afrique de troupes d'un pays n'appartenant pas au bloc occidental, quel qu'il soit, constitue une menace. Une menace contre qui? Pour la liberté des peuples africains ou pour la domination de l'Afrique par les anciennes puissances coloniales et leurs alliés, domination imposée désormais par des moyens plus subtils et avec l'aide d'une cinquième colonne africaine? Les réponses à ces questions ne sont que trop évidentes. L'Afrique du Sud et la Rhodésie ont effectué incursion sur incursion en Angola, au Botswana, en Zambie et au Mozambique. Les puissances occidentales ne s'en sont guère inquiétées, non plus que leurs nouveaux complices en Afrique.

Lorsque l'URSS a envoyé des troupes en Tchécoslovaquie en 1968, la Tanzanie comme de nombreux autres pays a protesté. Pense-t-on que nous allons nous taire quand des puissances occidentales envoient leurs troupes dans un pays africain? Ces "opérations de sauvetage" ont presque toujours pour résultat la mort d'un grand nombre d'innocents et le sauvetage d'un gouvernement. Pourtant, cela n'est apparemment pas considéré en Europe comme une ingérence dans les affaires des Etats africains. Bien au contraire, le pays qui a lancé l'expédition militaire convoque une conférence pour parler, soi-disant, de la liberté de l'Afrique.

Il ne faut pas se leurrer. Quel que soit le contenu officiel de l'ordre du jour, ce n'est pas de la liberté de l'Afrique que débattent les participants aux conférences de Paris ou de Bruxelles, mais du maintien de la domination sur l'Afrique et de l'utilisation de l'Afrique par les puissances occidentales. On veut faire de ces deux conférences une nouvelle conférence de Berlin.

Lors des réunions officielles et officieuses tenues dans le cadre de ces conférences, l'ordre du jour comportera en réalité deux questions. Celle du néo-colonialisme en Afrique à des fins économiques - le contrôle véritable de l'Afrique et des Etats africains - pour laquelle l'initiative sera prise par la France. Celle aussi de l'utilisation de l'Afrique dans l'affrontement Est-Ouest, pour laquelle l'initiative sera prise par les Etats-Unis. Ces deux objectifs seront coordonnés de façon que les moyens mis en oeuvre pour atteindre l'un servent la cause de l'autre et la part des bénéfices, et des coûts, revenant à chacun sera calculée. C'est à ce stade - le partage du butin - que des différends risquent le plus de surgir.

Cependant, les coûts seront peut-être bien plus élevés que les participants ne le prévoient. La Tanzanie n'est pas le seul pays nationaliste d'Afrique. Des nationalistes, il en existe partout. A plus ou moins longue échéance, l'Afrique se battra, aussi longtemps qu'il le faudra, contre le néo-colonialisme comme elle s'est battue contre le colonialisme. Et elle finira par remporter la victoire. Les pays du bloc occidental qui essaient de faire obstacle à la lutte contre le néo-colonialisme doivent comprendre que les pays africains ne seront pas les seuls qui auront à souffrir à cette occasion.

L'ensemble de l'Afrique n'acceptera pas non plus d'être utilisé dans l'affrontement Est-Ouest. Nous sommes faibles, mais avant nous des pays faibles ont déjà causé beaucoup de soucis et quelques difficultés aux grandes puissances. Si les pays occidentaux veulent montrer, soit à l'URSS, soit à leur propre peuple, qu'ils ne plient pas devant le communisme, ils devraient porter leur attention là où se trouvent les tanks soviétiques et les premières lignes de l'URSS. Ils ne devraient pas inventer des prétextes pour porter le conflit Est-Ouest en Afrique. Car s'ils réussissent, c'est l'Afrique qui souffrira, c'est la liberté de l'Afrique qui souffrira. Mais il en coûtera peut-être aussi beaucoup à ceux qui auront fait de l'Afrique un nouveau terrain d'affrontement entre l'Est et l'Ouest.

Les peuples africains ont, comme tous les autres peuples, le désir d'être libres et d'utiliser leur liberté dans leur propre intérêt. Ils sont résolus à oeuvrer et à lutter pour atteindre cet objectif. Ils savent que personne d'autre ne prendra fait et cause pour leur liberté. Ces entretiens en Europe sur une force de sécurité panafricaine sont un affront à l'Afrique et une atteinte à la liberté des pays africains.

Il n'importe guère que les instigateurs européens de ce plan trouvent des Africains pour se battre à leur place. Il s'est trouvé des Africains pour aider à

une nouvelle forme. Au contraire, ils doivent être les instruments grâce auxquels les peuples d'Afrique pourront s'épanouir, développer leur pays et consolider leur liberté de manière à permettre à chaque Africain de vivre dans la dignité. Il nous reste à tous un long chemin à parcourir dans toutes les nations africaines. Mais la Tanzanie résistera à tous les efforts qui pourraient être faits pour limiter notre développement et l'empêcher de s'orienter dans cette voie. Elle résistera à toute tentative qui pourrait être faite pour réaffirmer et renforcer la domination sur l'Afrique sous le prétexte d'assurer sa défense.